

Les Dossiers de la RIDE

LES DOSSIERS DE LA RIDE

Revue Internationale de Droit Économique

**Droit économique
dans les secteurs agricole
et agroalimentaire,
et débats autour de thèmes
d'actualité du droit économique**

Sous la direction de I. Doussan, M.-A. Ngo et F. Siirainen

Dossier
n° 2



de boeck

Association Internationale de Droit Économique

L'A.I.D.E. a pour objet le développement de la recherche et de l'enseignement en droit économique.

Elle regroupe des juristes, des gestionnaires, des économistes, théoriciens et praticiens, qui estiment indispensable de dépasser le cadre traditionnel de leur discipline et de s'engager dans une réflexion interdisciplinaire.

En vue de favoriser les échanges et la collaboration entre chercheurs, enseignants et praticiens, l'A.I.D.E. organise des colloques et séminaires. Elle publie la *Revue Internationale de Droit Économique* ainsi que des Dossiers et une collection d'ouvrages « Droit/Économie/international ». Elle informe sur les activités de ses membres et sur les principales initiatives internationales prises dans le domaine du droit économique sur son site Internet : www.aide-ride.org.

A.I.D.E. : 2 bte 11, Place Montesquieu • 1348 Louvain-la-Neuve • Belgique
info@aide-ride.org

DROAGRLIV
ISBN 978-2-8041-0779-6

35 €

9



TABLE DES MATIÈRES

Introduction générale

11

Première partie (6 juin 2008)

**Le droit économique dans les secteurs agricole
et agroalimentaire entre intérêt général et intérêts privés**

13

Thème 1

**QUALITÉ ET SÉCURITÉ DES PRODUITS AGROALIMENTAIRES:
OBJETS DE NORMALISATION PUBLIQUE/PRIVÉE**

15

Rapports

17

Rapport 1

**Les démarches volontaires et le rôle des entreprises
du secteur agroalimentaire dans la protection des consommateurs**
Marine FRIANT-PERRON

17

1 Introduction

17

2 De l'émergence des normes privées du secteur agroalimentaire
et de leur contribution à la protection des consommateurs

19

2.1 Émergence des normes privées

19

2.2 Contribution à la protection des consommateurs

20

3 Réflexions critiques quant à la légitimité et l'efficacité
des normes privées au regard de la protection des consommateurs

21

3.1 La légitimité

21

3.2 L'efficacité

21

Rapport 2	25
Normes privées et commerce international : regard d'une économiste <i>Karine LATOUCHE</i>	
1 Introduction	25
2 Normes publiques/normes privées : de quoi parle-t-on ?	26
2.1 Trois types de normes	26
2.2 Deux types de référentiels privés	27
2.3 Articulation normes publiques/normes privées	27
3 Normes publiques : des freins ou des « facilitateurs » d'échanges ?	28
3.1 Les effets attendus des normes publiques sur les échanges	28
3.2 Quelle(s) mesure(s) de l'impact sur les échanges ?	28
3.3 Résultats économétriques : l'impact de l'harmonisation des normes publiques	29
4 Les référentiels privés	30
4.1 Quelle perception dans la littérature ?	31
4.2 Nos questions de recherche sur les référentiels privés	32
5 Conclusion	33
6 Références	33

Rapport 3**Le rôle de la science et des autres facteurs légitimes****dans les normes Codex***Roseline LECOURT*

Débats	41
---------------	----

Thème 2**DE CERTAINS ENJEUX DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE EN MATIÈRE AGROALIMENTAIRE**

Rapports	59
-----------------	----

Rapport 1**Les signes de qualité : un système d'appropriation collective conciliant intérêt général et intérêts privés***Mai-Anh NGO*

1 Introduction	59
2 Les signes de qualité : une convergence possible entre intérêt général et intérêts privés	60
2.1 Une différenciation qualitative des produits par un droit privatif collectif	60
2.2 Les finalités d'intérêt général des signes officiels de qualité	62
	64

3.1 Les contestations autour de l'étendue de la protection des signes de qualité	64
3.2 Les finalités d'intérêt général des signes officiels de qualité remises en cause	65

Rapport 2**La réforme française des signes de qualité : entre avancées significatives et attentes insatisfaites***François COLLART-DUTILLEUL*

1 Introduction	67
2 La réforme française des signes de qualité, vue de l'extérieur	68
2.1 Unité ou diversité ?	68
2.2 Cohérence et clarté ?	69
3 La réforme française des signes de qualité, vue de l'intérieur	71

Rapport 3**Signes de qualité pour les produits agroalimentaires et libre circulation des marchandises. Quelles stratégies pour les producteurs européens ?***Christophe CHARLIER*

1 Introduction	75
2 Présentation des affaires traitées par la CJCE	77
3 Les marques collectives comme substituts aux IGP	80
4 Analyse des conséquences des décisions de la CJCE dans les affaires concernant les labels régionaux	82
4.1 La révélation de l'information sur la qualité des biens	82
4.2 La marque collective comme une solution alternative	84
5 Conclusion	86

Rapport 4**La protection internationale des variétés végétales : entre intérêts des firmes biotechnologiques et sécurité alimentaire***Patrice REIS*

1 Introduction	87
2 Une évolution des systèmes de protection favorable aux firmes biotechnologiques	89
2.1 Une protection UPOV se rapprochant d'une protection par brevet	89
2.2 L'Accord ADPIC ou la nécessité d'une protection des variétés végétales	90
3 La mise en avant de l'UPOV et/ou du brevet par l'Accord ADPIC	91
3.1 L'interprétation actuelle de l'article 27-3 b de l'Accord ADPIC : un choix politique des États limités	92
3.2 Vers une nouvelle interprétation de l'article 27-3 b de l'Accord ADPIC ?	94

Deuxième partie (7 juin 2008)

Thèmes d'actualité du droit économique

109

Thème 1

FLEXIBILITÉ EUROPÉENNE ET MODERNISATION DU MARCHÉ
DU TRAVAIL EN FRANCE

111

Rapport

Flexibilité européenne et modernisation du marché du travail en France

113

Pascal STEICHEN

1 Introduction

113

2 Les paradoxes communautaires de la flexibilité

115

2.1 La flexibilité, entre croissance et emploi

115

2.2 La flexibilité entre suggestion politique et incitation financière

119

3 La limite de la flexibilité à la française

121

4 Les dispositions visant à encourager la flexibilité

122

4.1 La rupture conventionnelle

122

4.2 Contrat à durée déterminée à objet défini

124

4.3 La période d'essai

125

4.4 Le contrat de portage salarial

126

4.5 L'effet libérateur du solde de tout compte

126

5 Les dispositions visant à encourager la sécurité

126

5.1 Les dispositions du projet de loi de modernisation du marché
du travail

127

5.2 Les dispositions à venir

128

6 Conclusion

129

Débats

131

Thème 2

BRÈVES REMARQUES SUR LA FINANCIARISATION
DES CONTRATS PUBLICS

135

Rapport

Brèves remarques sur la financiarisation des contrats publics

137

Florian LINDTCH

1 Introduction

137

2 Externalisation

138

3 Globalisation

139

4 Déconcentration

140

5 Bancabilité

141

6 Titrisation

141

Débats

143

Thème 3

LA QUESTION DE LA CONCURRENCE
FAITE AUX SALLES PRIVÉES PAR LES CINÉMAS MUNICIPAUX

147

*Rapport*La question de la concurrence faite aux salles privées
par les cinémas municipaux

149

Gérard QUIOT

149

1 Introduction

149

2 Rappel historique de l'interventionnisme public
en matière cinématographique

150

3 Le débat juridique opposant sur le terrain de la concurrence
les exploitants privés aux municipalités

152

Débats

155

Thème 4

DROIT ÉCONOMIQUE ET CRISE DES MARCHÉS FINANCIERS

157

Rapports

159

*Rapport 1*D'une crise à l'autre : regards croisés sur le mouvement perpétuel
de la régulation financière

159

*Grégory DAMY*1 La crise des *subprimes*

159

2 Une crise nécessitant une réforme de la régulation financière

161

*Rapport 2*D'une crise à l'autre : crise des marchés et crise de l'information
Marina TELLER

163

1 Introduction

163

2 Crise de l'information liée aux éléments hors-bilan
et aux produits structurés

164

3 Crise de l'information comptable, spécifiquement
de la comptabilisation à la juste valeur

164

Rapport 3

D'une crise à l'autre : regards croisés sur le mouvement perpétuel de la régulation financière. Le cas des agences de notation

Vincent JAMET

1	Introduction	167
2	De la crise <i>Enron</i> à la crise des <i>subprimes</i>	167
2.1	La crise des <i>subprimes</i> en bref	168
2.2	La crise des <i>subprimes</i> est-elle la fille d' <i>Enron</i> ?	169
3	Le rôle des agences de notation dans la crise des <i>subprimes</i>	170
3.1	Les agences de notation, véritables tiers de confiance au sein des marchés financiers	170
3.2	Les griefs formulés à l'encontre des agences de notation sur le marché des produits structurés	172
4	Les pistes de réformes envisagées : le renforcement d'un cadre de régulation préexistant	174
4.1	Un encadrement préexistant	174
4.2	Un cadre de régulation à renforcer	182
5	Conclusion	184
		185

Débats**Thème 5**

DE L'ERIKA AUX UNITÉS DE BIODIVERSITÉ : RÉPARATION ET COMPENSATION DES ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT

Rapport

De l'Erika aux unités de biodiversité : réparation et compensation des atteintes à l'environnement

Gilles J. MARTIN

1	Introduction	193
2	La réparation des atteintes à l'environnement dans le cadre du droit classique de la responsabilité	193
3	De la réparation primaire à la réparation compensatoire : la Directive 2004/35/CE relative à la responsabilité environnementale	196
4	L'expérience relative à la création d'un marché des unités de biodiversité	198

Débats**SUMMARY**

Economic law concerning the agricultural and the related food sectors, and topics of current interest in Economic Law

205

201

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Ce Dossier est le compte rendu des Deuxièmes Rencontres de droit économique du CREDECO (Centre de recherches en droit économique)¹. Le programme était décomposé en trois parties. Une première journée portait sur la thématique « Le droit économique dans les secteurs agricole et agroalimentaire entre intérêt général et intérêts privés ». La deuxième journée était partagée entre une matinée consacrée à des « débats autour d'éléments d'actualité du droit économique » et une après-midi dédiée aux « différents courants de l'économie du droit ». Cette dernière a fait l'objet d'une présentation synthétique par Laurent Vidal, maître de conférences à l'Université de Paris I, suivie de débats animés avec les participants.

Le lecteur retrouvera la substance des interventions et des stimulants débats les ayant suivies.

Le CREDECO remercie vivement tous ceux qui ont contribué, avec talent, à cette manifestation qui témoigne de l'originalité, du dynamisme et de la créativité de la pensée en droit économique.

Que soient remerciées également, et tout aussi vivement, l'Association internationale de droit économique (AIDE) et cette revue, pour en assurer la publication des actes.

Rendez-vous au mois de juin prochain pour la prochaine édition des Rencontres de droit économique du CREDECO !

¹ Sur cette manifestation, cf. cette revue, 7008, n° 1, p. 03, etc.